

# COMMUNICATIONS

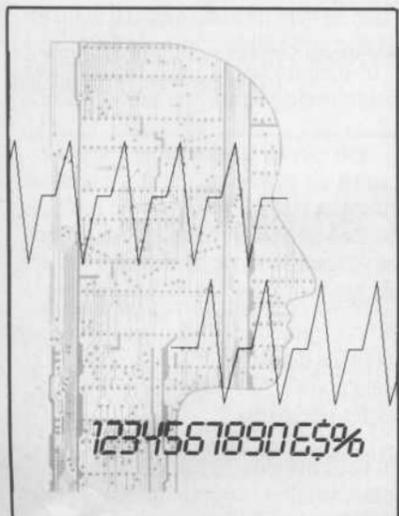
Mars 1988

 Communications  
Canada

# Express

Canada

## La consultation : aider le Canada à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle



Le réseau mondial de communication, reconnu comme étant la plus « grosse machine » au monde, relie les quatre coins de l'horizon par terre, sous la mer et voire l'espace, via satellite. Les Canadiens sont fiers de leur rôle de novateur dans l'élaboration et l'exploitation des technologies de communication, lesquelles ont une importance capitale dans

la vie économique, sociale et culturelle de notre pays. Le Canada s'est, de son côté, distingué en veillant au bon fonctionnement du réseau mondial et en aidant d'autres pays à découvrir de nouvelles façons d'utiliser les capacités phénoménales des technologies de communication. L'industrie canadienne des communications, également source de croissance appréciable, a haussé la qualité du rendement des entreprises et des industries, tout en étant le créateur principal d'emplois dans les secteurs scientifique et technologique.

La machine s'est avérée plus complexe au cours des dernières années. De la fusion des systèmes de communication et des technologies informatiques résultent des réseaux intelligents reliés à des systèmes intelligents. Les anciennes lignes de démarcation s'estompent entre réseaux et périphériques, entre transmissions vocales et transmissions de données, entre télécommunications et radiodiffusion, entre matériel et logiciel.

Dans ce climat de changement, le Canada se trouve face à certaines questions critiques. L'entreprise et l'industrie

peuvent-elles aller au rythme des modifications technologiques et adapter leurs méthodes d'exploitation et de travail à la chaîne afin de rivaliser au sein d'un marché des plus en plus exigeants ? Notre main d'oeuvre s'y fera-t-elle ? Quelles sont les incidences sociales et culturelles imputables à ces nouveaux médias ? Comment le secteur privé et l'État peuvent-ils concerter leurs efforts dans l'intérêt de tous ?

Le gouvernement s'est rendu compte de l'ampleur des défis que ces technologies représentent pour le Canada et il a demandé au ministre des Communications d'élaborer une nouvelle stratégie en matière de technologies d'information et de communication. Dans le cadre de ces travaux, le Ministère entreprend la plus vaste consultation de son histoire afin de recueillir l'avis des Canadiens de toutes les régions et de toutes les classes sociales.

Première étape : la publication, en novembre, du document de travail intitulé *Les communications au XXI<sup>e</sup> siècle : médias et messages à l'ère de l'information*. Plus de 30 000 exemplaires ont été

distribués et un sommaire a été envoyé aux écoles secondaires et aux universités du pays. Le document a également été publié sous forme électronique, et avec à-propos. Il est disponible sur disque souple et on peut aussi l'obtenir en accédant à la base de données des documents gouvernementaux, gérée par Info Globe. Depuis sa publication, le Ministère a tenu un certain nombre de séances d'étude avec des représentants des gouvernements provinciaux, des associations industrielles et du corps enseignant.

Deuxième étape : une série de consultations à caractère régional et national à travers le pays, au printemps. Un groupe d'étude constitué par le sous-ministre adjoint, Télécommunications et technologie, a été chargé de la coordination des travaux.

Le premier objectif majeur de la consultation est de satisfaire les besoins des Canadiens en matière de logiciels et de bases de données, et d'assurer un contenu canadien compatible aux modèles employés dans nos systèmes d'enseignement. À l'heure actuelle, 90 p. 100 des logiciels utilisés dans nos écoles sont

(suite à la page 2)

### L'important pour Jeremy Kinsman — que les Canadiens soient sur la même longueur d'onde

L'une des principales tâches de M. Jeremy Kinsman, sous-ministre adjoint aux Affaires culturelles et à la radiodiffusion (ADMAC), est de veiller à ce que le système de radiodiffusion soit capable d'offrir un produit canadien de qualité dans le domaine clé de la programmation de séries dramatiques, là où les Canadiens ont peu d'influence, en particulier du côté anglophone. La radiodiffusion est l'activité culturelle la plus importante du programme de promotion de l'identité nationale du gouvernement.

« En plus, la *Loi sur la radiodiffusion*, dont l'application relève de notre ministère, n'a pas été mise à jour depuis 20 ans, d'ajouter M. Kinsman. Les changements survenus dans la technologie de la production et de la distribution ainsi que l'utilisation de plus en plus intense du spectre nous obligent à envisager une refonte de cette Loi tant pour des raisons de juridiction que pour des raisons culturelles. Cette tâche est la priorité la plus immédiate de M<sup>me</sup> MacDonald. »

M. Kinsman est au Ministère depuis deux ans et demi. Natif de Montréal, il est arrivé à Communications Canada après avoir passé quatre ans au poste de ministre (Affaires politiques) à l'Ambas-

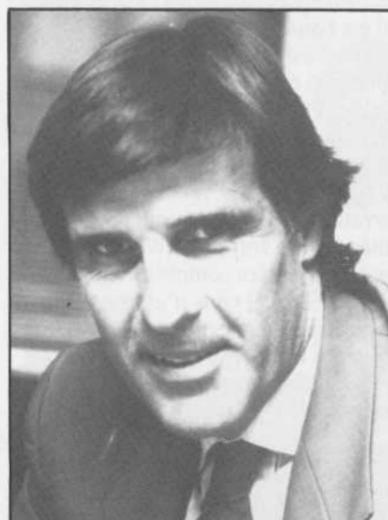
sade canadienne à Washington. En 1966, il a commencé sa carrière au gouvernement du Canada comme agent du service extérieur, travaillant dans plusieurs missions à l'étranger. Il a été nommé ministre et représentant permanent adjoint aux Nations Unies en 1979 pour ensuite revenir à Ottawa où il a occupé le poste de président du Secrétariat de la planification des politiques aux Affaires extérieures en 1980-1981, avant d'être nommé à Washington.

Parlant de l'aspect arts et culture de son portefeuille, M. Kinsman considère que « la responsabilité du Ministère ne se limite pas à financer les talents canadiens; il faut également les encourager et les apprécier. L'identité canadienne, source de fierté, se mesure par les réalisations des Canadiens dans toute une gamme d'activités créatrices, de la publication au cinéma en passant par la danse et la musique rock. Les Canadiens ont besoin de se reconnaître à travers les diverses manifestations artistiques de leur pays. »

Comme les politiques de radiodiffusion sont maintenant dictées par des considérations de programmation, la fusion des arts et de la culture et de la radiodiffusion

sous le parapluie des communications paraît être un choix logique. L'objectif visé est d'encourager les créateurs et les producteurs culturels canadiens à rejoindre les auditeurs canadiens.

« L'héritage culturel fondamental du présent gouvernement et de la ministre MacDonald aura été de réussir à maintenir l'intérêt spécial nécessaire à cette fusion de la culture et de la radiodiffusion tout en signant l'accord de libre-échange qui prévoit des exemptions pour les industries culturelles. Il montre bien l'intérêt spécial que porte le gouvernement à la culture et aux industries culturelles. »



### L'Institut canadien de conservation, là où le passé revit

L'Institut canadien de conservation (ICC) est souvent, selon M. Chuck Gruchy, le dernier recours pour la restauration des objets d'arts. M. Gruchy est le directeur général de l'Institut. Lorsque les musées n'ont pas sur place les moyens voulus pour restaurer un objet, ils s'adressent à l'ICC. Lorsque les spécialistes de l'Institut doivent s'avouer vaincus, il y a peu d'espoir que le travail puisse être fait ailleurs. L'ICC fait la restauration de plus de 1 000 objets par année.

Entouré par des milliers de bouteilles contenant des échantillons de fibres et de minéraux, M. Gruchy nous explique avec enthousiasme le fonctionnement d'une machine à rayons X particulière ou une méthode de datation de la peinture permettant de déterminer l'origine d'une oeuvre d'art.

Chaque pièce et chaque laboratoire de l'ICC a une fonction différente et recèle de nouvelles surprises.

Dans une de ces pièces, le visiteur est transporté à une époque ancienne où les robes de bal étaient délicatement décorées à la main. Une autre révèle les secrets d'une momie égyptienne remontant à une période située entre 300 et 100 av. J.-C. La momie est protégée par une enveloppe spéciale à l'intérieur de laquelle on maintient une température et une humidité constantes. Une autre pièce abrite un morceau de bois vieux de plus

(suite à la page 3)

## JOYEUSES PÂQUES

(suite de la page 1)

fournis par des compagnies américaines. En outre, la consultation traitera de l'élaboration de logiciels français, question d'importance économique et culturelle pour notre pays.

Les difficultés sociales et économiques, notamment celles des régions les moins développées et les moins industrialisées du pays, et la mise en œuvre de solutions à long terme visant à combler les disparités géographiques sont à l'ordre du jour de cette consultation.

Le second objectif majeur de la consultation est d'élaborer l'implantation des producteurs canadiens au sein du marché international.

Le groupe travaillera de près avec les membres des bureaux régionaux à l'organisation, au niveau national, d'entretiens et de réunions, de présentations de séminaires et de conférences portant sur les répercussions de la technologie de l'information sur les services de santé, l'enseignement, les opérations bancaires, les nouveaux services d'information, les communications dans le Nord et les communications maritimes.

Les connaissances et le savoir-faire acquis au cours de la consultation seront reconnus publiquement lors du banquet-palmarès au Salon de la haute technologie, à Ottawa, en mai. On y présentera, en grande première, une production vidéo commandée par le Ministère pour commémorer cette mission d'envergure. On rendra également hommage à nos concitoyens qui se sont distingués dans divers domaines en leur offrant un artefact typiquement canadien — l'Inusuk, « homme de pierre » — cairn que les Inuit utilisaient traditionnellement lors de la transmission de messages. Il est manifestement approprié que l'un des premiers outils de communication au Canada serve de trophée et nous rende à l'évidence des progrès accomplis dans cette discipline.

Si vous désirez participer à la consultation, vous devez obtenir un exemplaire du document *Les communications au XXI<sup>e</sup> siècle* en appelant M. Paul Villeneuve, Services d'information, au numéro de téléphone suivant : 990-4842.

Cette consultation vous regarde. Notre avenir en dépend.

## Vidéoconférences : la technologie au service de la communication



On pourra bientôt profiter, à Communications Canada, d'un service encore plus efficace de vidéoconférences. À Ottawa, une salle de vidéoconférence située au deuxième étage de l'administration centrale fait partie d'un réseau canadien comprenant 42 installations du genre dont certaines sont disponibles au public, par l'intermédiaire de Télécom Canada. Il existe à travers le monde 260 pièces de vidéoconférences. Cette méthode moderne de tenir des conférences est un excellent moyen de gagner du temps et d'économiser de l'argent.

La vidéoconférence encourage la participation et permet de tenir des réunions

créatives et productives. On juge cette méthode idéale pour les réunions auxquelles participent de trois à sept personnes à chaque endroit. La pièce de l'administration centrale peut également servir à la radiodiffusion vidéo/audio d'un endroit à n'importe quelle combinaison d'endroits différents. Par exemple, les usagers de l'administration centrale sont en mesure de voir leurs interlocuteurs à Toronto et à Vancouver en même temps qu'ils leur parlent. Il existe une salle pareillement équipée au Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail.

Les coûts de l'utilisation du réseau varient de 95 \$ la demi-heure entre Ottawa et Laval à 125 \$ entre Ottawa et Toronto et à 500 \$ entre Ottawa et Vancouver.

La vidéoconférence est peut-être la solution qu'il vous faut si vous voulez éviter les déplacements et si les circonstances ne se prêtent pas à une conférence téléphonique normale. Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Andrea Richardson au 990-1920.

## Comment aimez-vous votre travail?

Les cadres supérieurs voudraient le savoir et ils ont besoin pour cela de votre aide. Le Ministère est-il un bon endroit où travailler ou non? Que pensez-vous de votre travail et de vos conditions de travail au Ministère?

Un questionnaire mis au point pour obtenir un aperçu de l'opinion des employés à ce sujet vous a été distribué.

L'avez-vous placé sur le coin de votre bureau en attendant un moment libre? Vous pensez peut-être qu'il est trop long ou que vous êtes trop occupé pour le remplir mais dès que vous aurez commencé, vous vous rendrez compte que

cela peut être fait en vingt minutes. Vous vous rendez peut-être également compte qu'il est bon de pouvoir exprimer son opinion. Il est très important que vous répondiez à ce questionnaire le plus tôt possible. Votre opinion est importante. Un résumé des résultats obtenus sera distribué plus tard à tous les participants.

Ne ratez pas l'occasion qui vous est donnée de dire votre mot. Vos réponses seront considérées comme strictement confidentielles. Si vous n'avez pas reçu d'exemplaire du questionnaire ou si vous avez perdu le vôtre, vous n'avez qu'à appeler Shelley Borys, au 993-5327, pour en obtenir un nouveau.

Les lettres à la rédaction devraient être adressées à :

Communications Express  
Communications Canada  
19<sup>e</sup> étage, Tour nord, Édifice Journal  
300, rue Slater  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0C8

## Lettres à la rédaction

La rédaction se réserve le droit de corriger ou de raccourcir les textes, pour des raisons de clarté ou de manque d'espace.

Monsieur le rédacteur,

Depuis 2 ans, afin que mes enfants puissent apprendre la langue seconde (anglais) et découvrir l'autre culture, j'organise des échanges culturels entre ma famille et une famille anglophone.

Par le passé, la sollicitation se faisait par l'entremise du journal syndical. Cette année, il m'est apparu intéressant de la faire grâce à *Communication Express*. Étant donné que ce dernier n'est distribué qu'aux employés de Communications Canada, il permettrait à deux familles du Ministère de se connaître.

Je serais intéressé à ce que mon fils de 15 ans participe à un échange avec un(e) autre adolescent(e) d'environ le même

âge. Idéalement, l'échange devrait se faire pendant les mois de juillet et août et durer un minimum de trois semaines.

Les frais de transport (avion, train) et l'argent de poche seront à la charge des parents.

Si vous êtes intéressés, en savoir davantage, je vous invite à communiquer avec moi.

Je remercie Communications Express de publier ma demande.

Roger Lamothe

Bureau de district de Québec  
2, place Québec  
Suite 436  
Québec (Québec)  
G1R 2B5

Téléphone : (514) 648-3880 (bureau)  
(514) 889-9839 (domicile)

## Programme d'aide aux employés

Vous avez des difficultés financières, familiales ou personnelles, le programme d'aide aux employés a été mis sur pied pour vous aider et vous conseiller.

Depuis mars 1986, la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines dispense seulement les services administratifs liés au programme seulement. Santé et du Bien-être-social Canada fournit les services de conseil.

Tous les renseignements personnels sont strictement confidentiels. Ils ne sont divulgués que si l'employé y consent et, en aucun cas, ils ne sont versés à son dossier personnel.

Si vous avez besoin de renseignements, veuillez communiquer avec Jacqueline Laurendeau, coordonnatrice du programme au Ministère, au (613) 990-4538. Les conseillers de Santé et Bien-être social Canada peuvent être rejoints directement dans chaque province :

Région de l'Atlantique	Paulette Melanson	(902) 426-5023
Montréal (Québec)	Malcolm Johnson	(514) 283-1590
Québec (Québec)	Anne-Marie Plourde	(418) 648-7205
Ottawa	Brenda Abud-Lapierre	(613) 954-6597
Manitoba	Norma Busby	(204) 983-3654
Saskatchewan	Kay Chernoff	(306) 780-6448
Alberta	Vicky Woytowich	(403) 420-2742
Territoires du Nord-Ouest	Karen Scott	(403) 920-6541
Colombie-Britannique et Yukon	Miriam Webber	(604) 666-8074
Colombie-Britannique et Yukon	Ev Offet	(604) 666-3078

## Sous le casque de sécurité

### Codes de sécurité pour la protection contre les radiations

Même si la protection contre les radiations ne tient pas une place aussi importante, dans l'esprit des gens, que la prévention des blessures au dos, plusieurs employés du Ministère, notamment ceux du CRC et des régions (par exemple, les inspecteurs radio) devraient se familiariser avec la réglementation pertinente.

La réglementation fédérale, fondée sur une étude des risques possibles de l'exposition aux radiofréquences et aux micro-ondes a été élaborée pour assurer la protection de tous ceux qui travaillent dans le domaine de l'électronique.

On y précise les doses et la durée maximales d'exposition aux radiofréquences et micro-ondes de la gamme de 10 MHz à 300 GHz et on y fournit des directives sur la mesure et l'évaluation des zones d'exposition. La réglementation recommande également des méthodes permettant de limiter l'exposition des employés et du public et suggère des conditions de travail qui mèneront à une plus grande sécurité pour le personnel d'exploitation et d'entretien.

Ces règles et ces directives pour la protection contre les radiations sont précisées de façon plus détaillée dans le *Code de sécurité 6*, une brochure publiée par Santé et Bien-être social Canada. Cette brochure est gratuite et tous les employés qui travaillent dans ce domaine devraient en posséder un exemplaire.

N'oubliez pas vos responsabilités :

Les surveillants à tous les niveaux sont responsables de la sécurité et de la santé de leurs employés sur les lieux de travail. (Référence : *Code canadien du travail*, partie 4, article 81.)

DANGER



PRUDENCE



ATTENTION



(suite de la page 1)

de 40 millions d'années et faisant actuellement l'objet d'essais sur la perte d'humidité.

C'est cela, le monde fascinant de l'ICC!

Les employés de l'Institut sont aux petits soins pour les objets d'art qu'on leur confie. Leurs visages s'éclairent lorsqu'ils nous parlent de leurs techniques de restauration et de leurs découvertes.

"Les employés de l'ICC sont fiers du travail qu'ils accomplissent, explique M. Gruchy. L'Institut est le seul endroit au Canada où la recherche côtoie la restauration."

On y fabrique des répliques de certaines des plus précieuses découvertes du Canada. Un enregistreur à balayage au laser relié à un ordinateur transmet les détails de la forme d'un objet à une machine spéciale qui en découpe une réplique parfaite dans un bloc de bois. Cette réplique peut ensuite être prêtée pendant que l'on garde l'original en sécurité, sous une atmosphère contrôlée.

Chaque recoin semble receler des mystères qui ne demandent qu'à être résolus. Le travail est long et exigeant. Il demande un sens poussé du détail et énormément de patience. Dans ce cas-ci, toutefois, la fin justifie les moyens. À titre d'exemple, mentionnons une tapisserie dont la restauration a demandé trois ans de travail et qui sera bientôt terminée. Un employé a dû pour cela réparer les déchirures et boucher les trous en reproduisant délicatement le travail de

tissage. Pour se rendre compte du soin extrême qu'il a fallu apporter à ce travail, il suffit de consulter le registre où sont consignées toutes les étapes du processus de restauration, dessins à la main et descriptions élaborées à l'appui. Ce document pourrait s'avérer extrêmement précieux si, dans une centaine d'années, l'oeuvre devait une fois de plus être restaurée.



Voici la robe de mariée de Lucy Maude Montgomery, restaurée à l'ICC en 1987. Montgomery, auteur de *Anne of Green Gables*, s'est mariée en 1911.

L'Institut possède également la plus riche bibliothèque spécialisée en ressources de conservation du pays et il représente le Canada aux conférences et aux expositions internationales portant sur la conservation.

L'ICC n'est pas ouvert au public mais il est possible, une fois tous les deux mois, d'en visiter les installations. Pour de plus amples informations, il suffit de communiquer avec l'Institut canadien de conservation au (613) 998-3721.

## Télécom '87 — un grand rendez-vous international

Aux "Olympiques des télécommunications", Télécom '87 fut la délégation canadienne la plus importante jamais envoyée outre-mer.

La Ministre des Communications, l'honorable Flora MacDonald, accompagnée d'agents principaux de son ministère, était à la tête d'un contingent de représentants de dix entreprises à cette rencontre quadriennale tenue à Genève. Cette forte participation du secteur privé canadien a donné lieu à l'établissement de liens d'affaires importants et à la conclusion d'un certain nombre d'accords commerciaux.

Plus de 100 pays, dont le Canada, ont participé à cette exposition. Celle-ci, avec plus de 900 exposants, était la plus importante en son genre au monde.

Le Ministère a profité de l'occasion, de concert avec les Affaires extérieures, pour organiser des rencontres entre M<sup>me</sup> MacDonald et ses homologues de l'Arabie Saoudite, de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, de la Chine, de l'Inde, du Japon, de l'Indonésie et de l'Allemagne de l'Ouest. L'un des buts les plus importants de ces rencontres était de contribuer à la réalisation des objectifs de commercialisation de l'industrie canadienne des communications.

Le *Ottawa Jazz Chorale* a par ailleurs offert un spectacle à plus de 600 invités venus de partout dans le monde, à l'occasion d'une réception donnée par le gouvernement canadien.

La partie de Télécom '87 réservée aux conférences a attiré des experts en télécommunications comptant parmi les plus réputés du monde. Le discours donné par M<sup>me</sup> MacDonald, dans le cadre du colloque juridique, a été très bien accueilli par plusieurs participants. En outre, un nombre de conférenciers de haut calibre a permis à notre pays de confirmer son rôle de chef de file mondial dans tout ce qui touche aux télécommunications.

La participation de Communications Canada a été très remarquée grâce à un superbe kiosque conçu par les Services d'information et dans lequel on présentait une carte électronique des principaux réseaux de télécommunications du Canada. Un système perfectionné de communications de bureau fournissait des renseignements précis sur le pays d'origine de chaque visiteur. Les présentations portant sur la gestion du spectre et sur le véhicule de surveillance des fréquences du service mobile ont aussi attiré de nombreux visiteurs et dignitaires étrangers.

Les membres de la Direction générale du développement industriel et économique ont fourni une aide précieuse à la Ministre et à l'industrie canadienne. Des centaines de demandes provenant de l'étranger ont en effet été acheminées à des représentants des entreprises canadiennes par les agents du Ministère. Tout semble donc indiquer que Télécom '87 a été très profitable à l'industrie canadienne.



M<sup>me</sup> MacDonald, accompagnée du sous-ministre adjoint principal Ken Hepburn (à gauche) et du directeur général des Relations internationales, Gaby Warren (à droite), accueille les visiteurs au kiosque d'information de Communications Canada.

## Colloques canado-japonais sur l'industrie

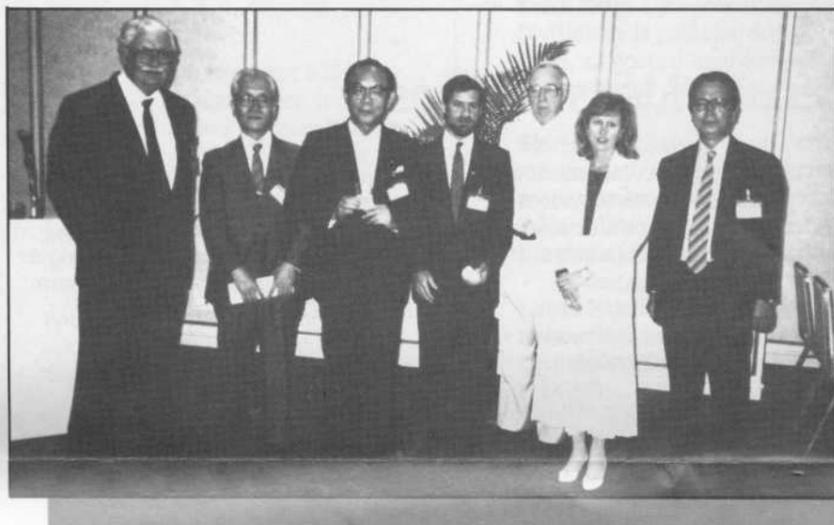
Communications Canada soutient activement les entreprises de communications intéressées à promouvoir leurs produits et services sur les marchés étrangers. La Ministre des Communications, l'honorable Flora MacDonald, a visité le Japon l'an dernier pour y traiter de toute une gamme de questions bilatérales avec le Ministre japonais des postes et des télécommunications. Les deux Ministres ont convenu de promouvoir un rapprochement entre les industries canadiennes et japonaises de communications et de favoriser le commerce, la collaboration technique et la recherche par l'entremise d'une série de colloques techniques.

C'est la Direction générale du développement industriel et économique qui a organisé avec succès le colloque technique canado-japonais sur l'industrie des communications tenu à Tokyo, du 7 au 11 septembre 1987. En plus d'une série d'exposés présentés par le Ministère et le gouvernement japonais, des représentants de 11 entreprises canadiennes ainsi que des chefs d'entreprises japonaises ont présenté des allocutions portant sur toutes sortes de sujets

techniques, y compris les télécommunications, la commutation et la transmission des données, le raccordement en réseaux, les réseaux à valeur ajoutée et l'utilisation des logiciels.

Le colloque a attiré des représentants de plus de 140 entreprises et l'intérêt que lui ont porté les médias a permis aux entreprises canadiennes de télécommunications de se faire mieux connaître au Japon et d'établir de nouveaux liens d'affaires. Le colloque a été suivi de trois jours d'entretiens privés entre représentants d'entreprises.

La tenue de ce colloque a donné lieu à la conclusion de plusieurs accords et on prévoit réaliser, au cours des prochains mois, des ventes atteignant plusieurs millions de dollars. Pour donner suite à ce colloque, Communications Canada, en collaboration avec le ministère des Affaires extérieures, se prépare à accueillir une délégation de représentants d'entreprises japonaises de communications au printemps.



De gauche à droite : M. Barry Steers, ambassadeur du Canada au Japon; M. Kenjiro Kurosaki, adjoint exécutif au président, Association des entreprises de communications du Japon (CIAJ); M. Shunjiro Karasawa, ministre japonais des Postes et des télécommunications; M. Peter Liebel, directeur général, Développement industriel et économique, Communications Canada; M. Ernie Welling, directeur des Affaires techniques, Association des manufacturiers d'équipement électrique et électronique du Canada; M<sup>me</sup> Sandi MacDonald, Commercialisation des technologies, Communications Canada et M. Marvo Ozawa, président, CIAJ.

## Vive l'air pur!

Hé oui, nous avons réussi! Notre milieu de travail est maintenant officiellement exempt de fumée.

Félicitations à tous ceux d'entre vous qui avez cessé de fumer et bonne chance à ceux qui essaient toujours.

Il ne faut pas lâcher!



Colleen Kenny (deuxième à droite), opératrice de traitement de textes à la DGRR et ses co-équipiers montrent leurs trophées remportés récemment lors du tournoi provincial de curling pour les sourds. Ils seront les représentants de l'Ontario au tournoi national en mars. Bonne chance Colleen! (Photo : The Ottawa Citizen)

## Saviez-vous que . . .

- plus de 4 milliards de dollars sont consacrés chaque année par les trois paliers de gouvernement aux arts et à la culture et que la part du fédéral s'établit à 2,2 milliards de dollars?
- il existe au Canada environ 18 000 établissements voués aux arts et à la culture, y compris les arts visuels, l'enregistrement sonore, l'édition, le spectacle, le cinéma et la radiodiffusion?
- les fonds consacrés au Programme canadien d'aide au développement de l'industrie de l'édition ont été portés à 65 millions de dollars sur cinq ans, soit 13 millions de dollars par année à partir des 11 millions consacrés à ce programme en 1986-1987 pour aider l'industrie canadienne de l'édition dans les domaines de la formation, de la recherche, de l'éducation et de la commercialisation?
- six disques dont la production avait été financée par le Ministère dans le cadre de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'enregistrement sonore sont devenus des disques d'or (ventes de plus de 50 000 exemplaires) au cours de la dernière année et un autre est devenu un disque de platine (ventes de 100 000 exemplaires)?
- une commission du droit de prêt public a été mise sur pied en 1986 à l'aide d'une subvention du gouvernement du Canada de 3 millions de dollars par année afin d'élaborer une politique et de gérer un programme permettant de payer les écrivains canadiens dont les ouvrages sont prêtés par les bibliothèques?

## Vidéos! Vidéos! Vidéos!

Au cours des années, Communications Canada a produit de nombreux vidéos portant sur toute une gamme de sujets, du *Canada dans l'espace* à *La bureautique : un avant-goût de l'avenir*.

On peut se procurer ces vidéos sans frais en s'adressant aux Services d'information.

Si vous souhaitez emprunter un vidéo pour montrer à votre famille ou à vos amis ce qui se fait à Communications Canada, vous n'avez qu'à communiquer avec M. Paul Villeneuve à l'administration centrale, au (613) 990-4842.

## Concours de photos

Le nombre limité de participants au concours de photos nous a malheureusement contraint à abandonner ce projet.

## Portrait — arts, culture et gastronomie



Vladimir Skok, chef de cabinet du sous-ministre adjoint (Affaires culturelles et radiodiffusion) sait apprécier les arts et, en particulier, l'art de la bonne chère.

Il a commencé à s'intéresser à la cuisine alors qu'il était encore étudiant et qu'il travaillait, pendant ses vacances estivales, dans la cuisine d'un restaurant italien de son quartier. Ses voyages aux États-Unis et en Europe et son travail chez un fournisseur de vin n'ont fait que vivifier cet intérêt.

Le rêve de M. Skok s'est finalement réalisé lorsque, en 1983, lui et six autres fins connaisseurs faisaient l'acquisition du restaurant Earle House, dans l'historique village de Wakefield, niché dans les collines de la Gatineau.

M. Skok était surtout expert dans la conception et la planification des menus et dans l'élaboration d'une liste de vins fins. Il était décidé à faire en sorte que le restaurant serve des repas de la plus haute qualité, composés des ingrédients

les plus frais et produits, autant que possible, dans la région immédiate. Le menu qu'il a préparé a donc laissé transparaître une influence californienne, doublée d'une saveur orientale, en particulier en ce qui avait trait aux légumes. Il a en outre participé à la création d'un brunch de fin de semaine comportant entre autres une salade de pâtes froides avec pesto et une salade à la truite fumée "Old Chelsea".

"Les aptitudes requises pour rénover un restaurant, élaborer un nouveau menu et une nouvelle image et traiter avec toutes sortes de gens, des comptables aux chefs cuisiniers, n'étaient pas très différentes de celles qu'il me fallait pour m'acquitter de mes responsabilités au Ministère, d'expliquer M. Skok. Dans les deux cas, la mise en scène se doit d'être d'un grand raffinement."

M. Skok ne devait cependant pas tarder à être placé dans une douloureuse alternative. Il se rendit compte en effet qu'il partageait ses heures de travail entre ses responsabilités grandissantes au sein du Ministère et son restaurant, ce qui lui laissait peu de temps à consacrer à sa famille et à sa nouvelle maison de campagne.

C'est finalement sa carrière au Ministère qu'il l'a "emporté". M. Skok continue cependant à adorer la cuisine, à découvrir de nouveaux vins et à élaborer de nouvelles recettes.

## L'ICC fait la restauration d'un village baleinier basque

L'Institut canadien de conservation (ICC) est un des programmes des Musées nationaux qui s'est récemment joint à Communications Canada. Son personnel travaille depuis 1978 à la restauration d'un village baleinier basque du XVI<sup>e</sup> siècle situé à Red Bay, au Labrador. Au cours de ce travail, l'ICC a mis au point de nouvelles techniques pour le traitement des objets archéologiques, notamment des méthodes perfectionnées de traitement du fer archéologique, des techniques innovatrices de récupération des objets fragiles enfouis dans le sol, des systèmes d'emballage et d'entreposage de grandes quantités d'objets périssables et des méthodes de préservation des matières textiles fragiles.

Judith Logan, conservateur principal à l'ICC, nous raconte l'histoire de cette incroyable découverte archéologique :

En 1977, une équipe d'archéologues et d'historiens procédait à l'exploration de la côte méridionale du Labrador à la recherche de sites où les basques espagnols et français avaient établi des ports baleiniers au cours des années 1500.

Parmi les sites identifiés, le village de Red Bay semblait receler la plus forte concentration de vestiges du XVI<sup>e</sup> siècle. M. James A. Tuck, professeur d'archéologie à l'Université Memorial de Terre-Neuve, a commencé les fouilles préliminaires à Red Bay en 1978. Il n'a pas



À gauche, morceaux d'une cruche en majolique trouvée à Red Bay, avant la restauration.

tardé à demander l'aide des laboratoires et des conservateurs de l'ICC qui se spécialisent dans le traitement du matériel archéologique.

L'ICC a construit sur place un laboratoire où l'on procède au catalogage des objets, à leur nettoyage, à leur radiographie et, dans certains cas, à des traitements de conservation et de restauration. Ces objets sont ensuite expédiés à St. John's ou à l'administration centrale de l'ICC, à Ottawa.

En 1982 seulement, plus de 10 000 objets ont été traités dans ce laboratoire, y compris des pièces de poterie, de verre, de céramique et de fer, des vêtements et des échantillons de bois provenant d'épaves de baleinières.

L'ICC a joué un rôle de premier plan dans les recherches archéologiques menées à Red Bay en voyant à la récupération et au traitement des objets qui auraient autrement pu être détruits par suite de méthodes inappropriées de récupération.

Par ailleurs, cette découverte archéologique a contribué à stimuler l'économie de Red Bay. Le tourisme y a augmenté et 25 emplois locaux y ont été créés en 1987.



À droite, après la restauration.

## Pour votre agenda

## Mars

4 Vancouver — Remise des Vancouver Awards de 1988

22 Toronto — Remise des Génies

25 Hull — Salon du livre de l'Outaouais (du 25 au 29 mars)

26 Regina — CanPro '88 (prix annuels de la télévision privée)

## Avril

2 Banff — 8<sup>e</sup> édition du Festival des orchestres des jeunes du Canada (du 2 au 12 avril)

7 Ottawa — Ouverture officielle de l'exposition *Au-delà de l'écrit*

7 Toronto — Remise des prix nationaux de la radio

13 Ottawa — Ouverture officielle de l'exposition *Glen Gould*

17 Montréal — Conférence sur le tourisme et la culture (du 17 au 19 avril)

18 Saint John's — Assemblée générale annuelle de l'Association of Canadian Publishers (du 18 au 22 avril)

19 Toronto — Conférence de l'Association canadienne des éditeurs de quotidiens et de la Presse canadienne

20 Toronto — The Financial Post Conférence sur la radiodiffusion

21 Banff — Conférence annuelle de la Western Canada Art Association (du 21 au 23 avril)

24 Montréal — La IX<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'association de femmes journalistes et écrivaines (du 24 avril au 1<sup>er</sup> mai)



Nous déplorons le décès de Jean-Louis Tessier survenu le 23 janvier 1988 à Ottawa.

Jean-Louis a débuté sa carrière comme inspecteur radio au ministère des Transports avant de joindre Communications Canada à titre de coordonnateur de la formation technique francophone au bureau régional de Montréal en novembre 1971.

Il laisse dans le deuil son épouse Olive et ses trois fils, Jacques, Jean et Denis, à qui nous offrons nos sincères condoléances.

## Qui fait quoi

### Administration centrale

#### Cabinet de la ministre

- **Carleen Carrol**, anciennement adjointe législative, a quitté le Ministère pour poursuivre une carrière dans le secteur privé. **Paul Lepsoe**, qui nous arrive du secteur privé, remplace Carleen.
- **Rachel Lessard**, anciennement secrétaire de l'adjoint spécial, radiodiffusion, a remis sa démission pour accepter un poste à Agriculture Canada. Elle a été remplacée par **Mary Sarsfield**, détachée de la DGHR (ADMCM) pour une période de deux ans.

#### SADM

- **Barbara Clement**, auparavant agent des politiques des communications et de la liaison à la DGFP, a quitté le Ministère pour accepter un poste au Secrétariat d'État.
- **Alain Séguin** est le nouvel agent principal chargé de la planification et de la coordination du secteur des politiques (SADM). Alain était auparavant aux Musées nationaux du Canada et il remplace **Hélène Gravelle** qui a été mutée à l'ADMTT.
- **Ruth Mayost** est la nouvelle coordonnatrice du secteur SADM. Elle a été détachée de la DGMH pour une période d'un an.
- **Albert Deslauriers** a été détaché pour un an de la DGSP à titre d'agent principal à la planification. Il était auparavant au ministère de l'Expansion industrielle régionale.
- **Gaston Blais** a été détaché aux Affaires extérieures à titre de directeur des Politiques culturelles pour une période de deux ans. Il était auparavant gestionnaire principal de l'évaluation des programmes dans la division du même nom.
- **Antoinette Matas-Ross**, anciennement secrétaire à la Division des affaires culturelles internationales de la DGIR, a accepté un poste à Emploi et Immigration Canada.
- **Danielle Charpentier** a remis sa démission pour accepter d'autres responsabilités au sein de la Fonction publique. Elle était auparavant secrétaire aux Services juridiques.

#### ADMTT

- **John Gilbert**, anciennement directeur des Télécommunications multilatérales à la DGIR, est maintenant directeur général à l'Agence des télécommunications gouvernementales.
- **Sylvie Charlebois-Laprade**, anciennement surintendante responsable des politiques tarifaires et des systèmes à l'ATG, a accepté un poste dans le secteur privé.
- **Jennette Pekelsky** a accepté un poste à Revenu Canada, Douanes et Accise. Elle était auparavant surveillante au sein du Service de la gestion des recettes de l'ATG.
- **Lucie Fournier** a été nommée secrétaire à la DGIE. Elle était auparavant à la Division de la planification et des normes techniques en radiodiffusion de la DGBR.

- **Robert Keithley**, anciennement ingénieur à la Section des communications avancées par satellite de la DGRC, a accepté un poste au CRDO de la Défense nationale.

- **Mike Tu** a quitté le Ministère pour accepter un poste à l'Agence spatiale européenne. Il était auparavant ingénieur des composants FI et sous-systèmes à la DGCD.

- **Hélène Cholette-Lacasse** a accepté un poste d'agent des opérations de commercialisation à la DGIE. Avant sa nomination, elle était détachée dans cette direction.

- **Shawn Stapleton**, anciennement ingénieur à la Division des composants et des sous-systèmes de la DGCD, a remis sa démission pour poursuivre sa carrière dans le secteur privé.

- **Mary Fulton** a accepté un poste dans le secteur privé. Elle était anciennement adjoint administratif à la Division des communications par satellite de la DGRC.

- **Elizabeth Bala** and **David Coulas** ont reçu confirmation de leur nomination aux postes de techniciens en microélectronique à la Section des dispositifs de pointe et de la fiabilité de la DGCD.

- **Guy Painchaud** a été promu de la Division de la recherche sur le radar de la DGRC au poste de chef de groupe, radar à fonctions multiples.

- **Philippe Munroe**, anciennement à la Division de l'organisation et des services industriels de la DGGT, a été nommé au poste de gestionnaire de projet responsable des opérations au bureau de la région de la Capitale nationale de l'ATG.

- **Robert St-Louis** est le nouveau programmeur des systèmes informatiques à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de l'ATG. Il était auparavant au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Dans la même division, **Lyne Hill**, **Michael Gareau** et **Terrance Melanson** ont reçu confirmation de leur nomination aux postes de commis à la rédaction.

- **Susan Phillips** a été détachée pour une période de sept mois de la DGRR à la Division de la technologie et de la planification de la politique de la DGTA, à titre de commis adjoint.

- **Thomas Steele**, du Laboratoire David Florida de la DGSTA, a été promu dans la même division au poste de préposé aux essais en analyse modale.

- **Elizabeth Cormier** est la nouvelle analyste du réseau national personnalisé à l'ATG. Auparavant, elle était agent de projet des systèmes partagés, dans la même division.

- **Ted Campbell** a reçu confirmation de sa nomination au poste d'agent de projet au développement à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de l'ATG.

- **Joanne Binette** a elle aussi reçu confirmation de sa nomination. Elle est opératrice d'équipement de bureau à la DGTP.

- **Lloyd Johnson** a été promu au poste de gestionnaire des nouvelles technologies et de leurs applications à la

Division de la commercialisation des technologies de la DGIE. Il occupait auparavant ce poste à titre intérimaire.

- **James Hum** est le nouveau chef de l'analyse économique et du développement des programmes à la DGIE. Il était auparavant directeur intérimaire à la Division des lois, des affaires de la Chambre et de la politique fiscale à la DGSP.

#### ADMSM

- **Felice Diamente** a reçu confirmation de sa nomination au poste de directeur de la Planification à long terme et interconnexion à la DGEP.

- **Michel Labrecque**, anciennement ingénieur spécialiste en bases de données à la Division de l'exploitation de la gestion du spectre de la DGRR, a accepté un poste dans le secteur privé.

- **Marcel Picard**, ingénieur à la Division de la planification et des normes techniques en radiodiffusion de la DGBR, a quitté le Ministère pour poursuivre ses études.

- **Michael Miller** est le nouveau chef de l'ingénierie des systèmes mobiles terrestres à la DGRR. Avant sa nomination, il occupait un poste pour une durée déterminée dans la même division.

- **Heather Smith** a reçu confirmation de sa nomination au poste d'opératrice de machines de traitement de textes à la DAP.

- **Julie Wylie**, de la DGSP, est maintenant secrétaire du Sous-ministre adjoint responsable de la gestion du spectre.

- **Christiane Poirier**, anciennement de la Section des services aux clients de la DGIM, a été promue au poste d'analyste des systèmes mobiles terrestres à la DGRR.

- **Margaret Lackey** a été promue, au sein de la Division de l'exploitation de la gestion du spectre de la DGRR, au poste d'analyste des systèmes micro-ondes.

- **Duncan Gifford**, de la Division du laboratoire technique et de l'homologation, a été promu au poste de spécialiste de l'homologation du matériel de télécommunications dans la même division.

- **Donald Roy** a été promu au poste d'ingénieur des Systèmes automatisés de gestion du spectre de la DGEP. Il était auparavant à la Division de la planification et des normes techniques en radiodiffusion à la DGBR.

- **Sami Coutya**, auparavant à la Division de l'exploitation de la gestion du spectre de la DGRR, est maintenant ingénieur en radiodiffusion à la DGBR.

#### ADMCM

- **Louise Orange** et **Cécile Henry**, auparavant commis responsables des comptes à payer à la DGMH, ont respectivement été mutées au Musée des Civilisations et au Musée des Beaux-arts.

- **Sandra Laugheed** a quitté le Ministère pour accepter un poste au ministère ontarien de la Citoyenneté et

de la Culture. Elle avait auparavant occupé un poste de conservateur au laboratoire d'ethnologie de l'Institut canadien de conservation.

- **Lyndsay Selwyn** a été nommé spécialiste de la conservation à l'Institut canadien de conservation de la DGMH. Elle travaillait auparavant au Conseil national de recherches du Canada.

- **John Dawson**, anciennement spécialiste de la conservation à la Division de la recherche sur le milieu et les agents de détérioration, a remis sa démission pour poursuivre ses études en médecine.

- **Paulette Garand** a démissionné de son poste de commis au Programme des expositions mobiles de la DGMH pour accepter un poste dans le secteur privé.

- **Keith Kelly** a été promu, dans la Division de la politique des arts de la DGPI, au poste d'analyste principal de la politique des arts.

- **Shirley Mackenzie** vient d'être nommée au poste d'agent subalterne à la correspondance sur les projets à la DGMH. Elle travaillait auparavant au Programme des initiatives culturelles.

- **Lorna Higdon** a reçu confirmation de sa nomination au poste d'agent principal de la politique des périodiques à la DGBP.

- **Réjean Myre**, anciennement chef de la Radiodiffusion privée de langue française à la DGBP, a démissionné pour accepter d'autres responsabilités dans le secteur privé.

- **Marc Alain** a quitté le Ministère pour poursuivre ses études. Il était anciennement gestionnaire adjoint au Programme de développement de l'industrie de l'édition du livre à la DGBP.

#### ADMCM

- **Debbie Dunn** a reçu confirmation de sa nomination au poste de secrétaire au DGAT.

- **Ron Elliott**, anciennement directeur général de la Gestion de l'informatique, a quitté le Ministère pour poursuivre une carrière dans le secteur privé. Par l'intermédiaire du Programme d'échanges de cadres de direction entre les milieux d'affaires et l'administration fédérale, **Frank Malick** a été nommé au poste de M. Elliott pour une période de deux ans.

- **Chantal Riopel** a reçu confirmation de sa nomination au poste de secrétaire du directeur, Services administratifs et techniques (CRC).

- **John Côté**, anciennement menuisier à la DGAT (CRC), a quitté le Ministère pour passer au secteur privé.

- **Vivian Dickinson**, anciennement commis à la Section de la paie et des avantages sociaux, a été promue au poste de vérificateur de la paie à la DGHR.

- **Claude Lemire** a accepté de devenir conseiller du personnel du secteur ADMAC. Il travaillait auparavant au ministère de la Justice.

- **Ross Hébert** a accepté chez nous un poste de commis à la rémunération et aux avantages sociaux. Il occupait

auparavant un poste semblable à la Chambre des communes. **Donald Hodgert** et **Brant Crawford** sont eux aussi de nouveaux employés au bureau de la paie de la DGHR. Auparavant, ils travaillaient au ministère des Approvisionnement et Services.

- **Francine Beauchamp** et **Lina Fusco** ont reçu confirmation de leur nomination aux postes de commis aux comptes à payer à la DGFM.
- **Joanne Laurin** a reçu confirmation de sa nomination au poste de secrétaire du Sous-ministre adjoint responsable de la gestion intégrée.
- **Suzanne Roy**, anciennement secrétaire aux Services de sécurité et de soutien des communications, a remis sa démission pour accepter un poste dans le secteur privé.
- **Donald Lemieux**, a reçu confirmation de sa nomination au poste de conseiller principal au Secrétariat de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
- **Raymonde Drouin**, anciennement aux Musées nationaux du Canada, a accepté un poste de commis à la circulation dans notre bibliothèque et **Marie Leblanc** est la nouvelle commis au contrôle de la gestion des installations à la DGAT.
- **Louise MacMillan** a reçu confirmation de sa nomination au poste d'adjointe au conseiller en personnel (ADMCM).

- **Louis Brazeau** a été détaché pour un an de la Commission de la Fonction publique du Canada au poste de directeur des Relations de travail et de la rémunération à la DGHR.
- **Grant Buck** a été détaché au poste de directeur adjoint des Services administratifs et techniques de la DGAT (CRC). Il était auparavant aux Musées nationaux du Canada.
- **Doug Bordeleau** a été détaché pour une période de 18 mois à la Division des opérations en personnel de la DGHR comme stagiaire en classification. Il était auparavant au Bureau de la privatisation et des affaires réglementaires.

### Région du Centre

- **Terry Ward**, commis du bureau de district de l'ATG à Regina, a quitté le Ministère pour accepter un poste à Transports Canada.
- **Elizabeth Magnifico**, gestionnaire régional aux Affaires publiques, nous a quitté après avoir terminé un stage d'un an dans le cadre du programme CAP. Elle est remplacée à son poste par **Timothy Hibbard**, qui était anciennement au Secrétariat d'État.
- **Rob Martin** a été promu au poste de surveillant, Contrôle du spectre, au bureau de district de Saskatoon. **John Morin** a succédé à Rob au poste de surveillant des opérations à Grand Prairie. Il était auparavant inspecteur radio au bureau de district d'Edmonton.

### Région de l'Ontario

- **Cheri Duvall**, surveillante du soutien administratif, et **George Hastings**, technologiste des micro-ondes, ont tous les deux démissionné de leur poste au Bureau régional pour passer au secteur privé. Cheri a été remplacée à son poste par **Rosemary Field**, mutée à cette fin du bureau de district de Toronto.
- **Marie-Christine Dufour** est la nouvelle directrice régionale des Services d'information. Elle était auparavant à TVOntario.
- **Karen Laughlin** a été promue au poste de commis technique au bureau de district de Toronto. **Kevin Bennett** a lui aussi été promu au poste d'inspecteur radio spécialiste dans le même bureau.

### Région du Québec

- **Claude Majeau** a reçu confirmation de sa nomination au poste de directeur régional des Affaires culturelles et programmes économiques. Anciennement au Bureau du sous-ministre, Claude était en détachement à Montréal depuis juillet.
- **Richard Verrette** a été promu de son poste d'inspecteur radio au poste de spécialiste de l'attribution des fréquences au bureau de district de Montréal.

### Région de l'Atlantique

- **Paul LeBlanc**, anciennement surveillant au Contrôle du spectre du Bureau régional, a été muté au poste d'inspecteur en chef du bureau de Moncton. **Maurice Thériault**, du bureau de Moncton, a été promu à l'ancien poste de Paul.
- **Christine Snowdon** a quitté le Ministère pour se joindre à Agriculture Canada. Elle était anciennement opératrice à la conversion des données au Bureau régional de l'Atlantique.
- **Claudette Drisdelle**, anciennement commis de bureau de district à l'ATG, a été promue au poste d'agent des opérations à l'ATG, à Halifax. C'est **Pauline Savoie** qui occupe maintenant l'ancien poste de Claudette. Elle était anciennement commis aux registres au Bureau régional, et son poste est maintenant occupé par **Eileen Rafuse**, qui nous vient du ministère de la Défense nationale à Halifax.
- **Sharon Huntington**, anciennement au ministère de l'Emploi et de l'Immigration à Halifax, a accepté un poste de commis au bureau de district de Halifax.
- **Ronald Wilcox**, anciennement gestionnaire de district à St. John's (Terre-Neuve), a été détaché pour une période de deux ans au Bureau régional où il occupera un poste d'agent de projet en technologie.

## Ont pris leur retraite

Quatre employés du secteur ADMSM ont pris leur retraite depuis la parution de notre dernier numéro :

- **Ken Staley**, analyste financier du Bureau régional du Pacifique, a pris sa retraite après plus de 34 ans dans la Fonction publique;
- **Stanley Ahl**, anciennement surveillant responsable des autorisations, au bureau de district de Saskatoon, a pris sa retraite après 35 ans de service;
- **Gerry Wintermeyer**, agent des normes à la Division de l'exploitation de la gestion du spectre de la

DGRR, a pris sa retraite après 33 ans de service;

- **Elizabeth Law**, secrétaire au laboratoire de l'avenue Clyde (DGEP), a pris sa retraite après 35 ans de service.

Dans le secteur ADMCM :

- **Gunnar Laatonen**, conseiller spécial responsable de l'élaboration des politiques de la DGHR, a pris sa retraite après 21 ans de service;
- **Eldon Fiegenwald**, chef des politiques et procédures administratives à la DGAT (CRC), a pris sa retraite après 32 ans de service.



Robert Ward, directeur des Services administratifs et techniques a présenté un certificat de retraite à Dan Eno (à gauche), contremaître à l'atelier de menuiserie (CRC) pour ses 33 ans de service.



Après 34 ans de service, Doug Burns (à gauche), gestionnaire des Services des instruments (DGAT) au CRC a récemment pris sa retraite. Robert Ward, directeur des Services administratifs et techniques lui a présenté un certificat de retraite.

Le secteur ADMTT dit pour sa part adieu à quatre employés de longue date :

- **Maxwell Burke**, chercheur à la Division de la propagation radio-électrique de la DGRC, a pris sa retraite après 13 ans de service;
- **Cliff Frost**, analyste de systèmes à la Division de la gestion des systèmes

de télécommunications de l'ATG, a pris sa retraite après 32 ans de service; et

- **André Gouin**, gestionnaire à la Division de la planification et de la coordination des télécommunications de l'ATG, a pris sa retraite après 33 ans de service.



Robert Bibby (à droite), ingénieur à la Section des systèmes de communication par satellite (DGRC) se retire après 30 ans de service. George Davies, anciennement de la Division des applications spatiales a fait la présentation du certificat de retraite.

## Longs états de service

- 35 ans — **John Colbert**, gestionnaire, Services de création visuelle, DGAT (ADMCM)
- 25 ans — **Albert Barry**, chef de projet, Effets des radiations, DGCD (ADMTT)
- 35 ans — **Gerald Jewers**, inspecteur radio, bureau de district d'Ottawa (ADMMSM)
- 35 ans — **John Ohnmacht**, surveillant au bureau de district de London (ADMMSM)



Paul Thrasher (à gauche), inspecteur radio au bureau de district de Halifax, reçoit un prix soulignant ses 25 années de service des mains du sous-ministre adjoint (ADMMSM), Rob Gordon.

## Primes à l'initiative

Max Melnyk, chef des Services de radio-diffusion à la Section de la politique du spectre et de l'orbite, a récemment reçu un certificat de mérite pour avoir suggéré de fournir au public des exemplaires des commentaires présentés au Ministère en réponse aux avis publiés dans la Gazette du Canada et concernant les politiques d'utilisation du spectre et de télécommunications.



Max (à gauche) reçoit son prix des mains de Parke Davis, directeur de la politique du spectre et de l'orbite.